

## ► Compte-rendu de la réunion

---

### Groupe de pilotage du 15.03.2018 – Comité de concertation du Registre national

---

**Présences** : la liste des participants est jointe en annexe.

---

**Votre correspondant:** Vincent Vandekerckhoven **T:** 02 518 22 74

**E-mail:** Vincent.Vandekerckhoven@rrn.fgov.be **F:** -

---

### Ordre du jour

L'ordre du jour de la réunion reprend les points suivants:

- Propositions de thématiques pour le programme 2018
- Statut des groupes de travail actuels
- Propositions de nouveaux groupes de travail pour 2018
- Projet de Rapport d'activités 2017

### Résumé

1. Statut des groupes de travail actuels:
  - **Groupe Best address** → **Poursuite** du groupe en fonction des futurs développements ;
  - **Groupe Elections** → **Fin** du groupe
  - **Groupe Composition de ménage** → **Poursuite** du groupe avec possibilité d'extension des thématiques et adaptation de la composition
  - **Groupe eID/Communes** → **Poursuite** du groupe
2. Propositions de thématiques générales pour le programme 2018 (Réflexion, workshop,...) :
  - Réflexion concernant la **centralisation des registres de population**
  - Réflexion concernant l'opportunité d'**adaptation du format actuel du NN**

### Compte-rendu

Les participants proposent différents sujets potentiels pour le programme 2018 du Comité de concertation :

**Mme Vaeye (Woluwe-Saint-Pierre, GTI 19)** propose différents points sur la base de discussions avec les membres du GTI 19 :

- Demande d'une prolongation du groupe Elections. Compte tenu des échéances à venir et en vue de former une nouvelle génération d'agents communaux pour la préparation des élections, des séances d'informations au sujet du support du RN et des derniers développements en la matière s'avèreraient utiles.  
M. Wirtz, Directeur général de la DGIP, indique que des séances d'information sont déjà prévues à destination des communes à l'initiative du service Elections de la DGIP. Un groupe de travail ferait sans doute double emploi dans ce cas.
- *Proposition de création d'un groupe de travail relatif au Registre central d'état civil pour accompagner les communes dans la mise en place de cette data base centralisée.*  
M. Vandekerckhoven de la DGIP indique que l'ASA, responsable du projet de Modernisation de l'Etat civil, a réalisé une série de sessions d'information en 2017 et prévoit un monitoring pour toutes les communes afin de suivre les tests prévus dans les prochains mois. Un groupe de travail ferait probablement double emploi à ce stade.
- *Best address* : demande de prolongation du groupe.

- *Composition de ménage* : demande de prolongation et d'extension des matières traitées par le groupe.

Mme Vaeye indique que l'année 2018 sera très chargée pour les communes et qu'il faudrait en tenir compte dans le planning des activités du comité.

**M. Du Mortier du CIRB** évoque différents points d'attention qui pourraient être étudiés dans le cadre du comité de concertation :

- *Mise en œuvre des cercles de confiance* entre les instances régionales et le RN afin d'éviter la charge administrative, les autorisations et délégations, la facturation des transactions,... ; Mme Delhez du service Juridique de la DGIP indique qu'il existe une base légale qui règle la production et la diffusion des certificats. Il existe donc une base légale qui prévaut à ce sujet en termes de délégation des compétences des communes par rapport aux cercles de confiance. Les démarches administratives bien qu'à limiter s'avèrent parfois nécessaires sur la base des dispositions légales. M. Vandekerckhoven explique les différentes démarches d'activation de l'accès aux certificats du RN sur la base du contexte d'Irisbox. Toute problématique concernant ce dossier pourra être discutée en bilatéral entre le RN et le CIRB.
- *Problématique Best address* : Quid de la nouvelle structure adresse ? Quid des modalités d'intégration des futurs développements régionaux dans la solution proposée après la mise en place de la nouvelle structure ? M. Ruymen du service Applications de la DGIP rappelle les modalités de base de la structure Adresse proposée dans le cadre du projet. M. Wirtz rappelle le contexte du dossier Best address au niveau fédéral et l'avancée actuelle des développements au sein du RN. M. Wirtz pense à ce titre que ces points pourront en effet être évoqués dans le cadre du groupe Best address en fonction des développements au niveau du groupe Best address fédéral.
- *Format du NN* : Quid de l'opportunité d'adapter le format du NN compte tenu de l'absence de neutralité de celui-ci au niveau de la date de naissance et du genre. Les représentants du RN sont d'avis que ce point pourrait également faire l'objet d'une réflexion dans le cadre des travaux du comité.

**M. Demol de la BCSS** évoque également l'intérêt de la BCSS pour la *prolongation du groupe Composition de ménage* et pour son *extension à d'autres thématiques* notamment en ce qui concerne la manière de suivre les radiations des demandeurs d'asile après une décision négative de l'OE. Au sujet de ce dernier point, M. Ruymen indique qu'une réunion bilatérale est en préparation et sera proposée à la BCSS.

**M. Torfs de la ville de Leuven** évoque les points suivants :

- *Elections* : souhait d'une collaboration plus étroite entre les différents niveaux de pouvoir dans le cadre de l'organisation des élections. M. Wirtz n'est pas contre l'idée mais rappelle que la DGIP n'est pas compétente pour les compétences régionales.
- *Registres de population* : la question de la dépendance des communes aux firmes informatiques dans les mises à jour du RN et de la plus-value de ces firmes en général est posée. Ce point relance l'idée d'une plus grande centralisation des registres de population. M. Wirtz partage cette préoccupation et informe les participants au sujet d'une mission de consultation en cours actuellement à ce sujet et réalisée par des étudiants de l'ULB dans le cadre de leur travail de fin d'études. Les conclusions de cette étude pourraient être discutées dans le cadre du comité en vue de lancer une réflexion plus globale à ce sujet.
- *Incohérence de certaines informations entre le RN et eID Belpic*, par ex. au TI 195. M. Vrancken du service eID de la DGIP indique que des investigations vont être menées pour faire un nettoyage régulier des données concernées et pour éviter de traiter ces problèmes au cas par cas.

**Mme Bonneure de Informatie Vlaanderen** évoque d'autres points :

- *Dans le cadre du e-burgerloket* : volonté de ne pas limiter l'accès à la commune de gestion. M. Wirtz signale qu'une réponse vient d'être envoyée à Informatie Vlaanderen sur ce dossier. D'autre part,

Informatie Vlaanderen souhaiterait que les certificats délivrés via la plateforme régionale ou via le site web d'autres institutions régionales ne soient pas facturés comme c'est le cas pour les communes. M. Wirtz indique que la gratuité n'est pas d'application compte tenu de l'organisation actuelle du RN et des moyens budgétaires disponibles.

Concernant la charge administrative relative à la délégation des communes, M. Vandekerckhoven rappelle que la législation à ce sujet limite certaines possibilités de développements. Chaque commune reste en effet seule responsable de ses certificats. Les démarches administratives peuvent être allégées si il existe une base légale régionale relative au projet ou un protocole de coopération entre les communes et l'intégrateur de services régionaux, ou encore si la demande est groupée et qu'il apparaît clairement que toutes les communes participent au projet.

- *Documentation concernant Best address* : M. Ruymen signale que la documentation à ce sujet a été envoyée.

**M. Demeuse de la Police fédérale** : la Police fédérale demande s'il est possible d'interroger des données de test du RN via un environnement de test spécifique. M. Wirtz indique qu'il existe des possibilités pour le développement des tests avec les utilisateurs notamment dans le cadre la migration du RN vers un environnement d'un mainframe à un système ouvert. La demande concernant l'environnement de test pourra être traitée en bilatéral avec la Police.

**M. Hoefmans du SPF Justice** : Quid du futur du comité sectoriel du RN ? M. Wirtz indique que la loi est déjà votée mais qu'aucune solution concrète n'a été mise en avant au niveau politique concernant l'organisation concrète du traitement des accès. Les tâches du comité sectoriel devraient revenir à la DGIP mais aucun moyen budgétaire n'a été prévu pour gérer cette compétence à partir de fin mai. Les demandes ne sont plus traitées depuis début mars par le comité sectoriel RN. Le plus grand flou règne sur ce dossier. Une solution devra en tout cas être mise en œuvre pour traiter les nouvelles demandes.

Sur la base des propositions des participants, les différents points suivant sont décidés :

- Le **Groupe Best address** poursuit ses activités selon les besoins en fonction des futurs développements au niveau du groupe fédéral Best address ;
- Le **Groupe Elections** est clôturé compte tenu des formations prévues dans les prochains mois à destination des communes au sujet des élections ;
- Le **Groupe Composition de ménage** poursuit ses activités avec possibilité d'extension des thématiques (thématique « TI du RN » ?) et adaptation de sa composition le cas échéant ;
- Le **Groupe eID/Communes** poursuit ses activités.

En parallèle, différents points de réflexion pourront être abordés sous une forme encore à déterminer (réunion ad hoc, workshop,...) :

- Réflexion concernant la **centralisation des registres de population** ;
- Réflexion concernant l'opportunité d'**adaptation du format actuel du NN**.

Concernant le **rapport d'activité 2017 du Comité de concertation**, M. Vandekerckhoven indique que le projet de rapport sera prochainement envoyé aux membres du groupe de pilotage pour avis.

-----  
-----  
----

**Annexe : Liste des participants**
**Groupe de pilotage - Comité des utilisateurs du Registre national 15.03.2018**

	Organisation	Représentant	Présence
1	DGIP	WIRTZ Jacques	✓
2		VAN DEN VENSTER Stefan	✓
3		VANDENKERCKHOVEN Vincent	✓
4		RUYMEN Marc	✓
5		VRANCKEN Bart	✓
6		YANG Luyao	✓
7		DELHEZ Isabelle	✓
8	Agentschap Informatie Vlaanderen	BONNEURE Kelly	✓
9	Banque Carrefour de la Sécurité sociale	DEMOL Mark	✓
10	Banque Carrefour d'Echange de Données	ANTOINE Alexia	✓
11	Brulocalis	NIKOLOVA Boryana	exc.
12	CIRB	DU MORTIER François	✓
13	Comité sectoriel du Registre national	SALMON Mireille	exc.
14	DG Office des Etrangers	DUTERME Frédéric	exc.
15	Bosa DT	WEYNS Malik	✓
16	GAPEC	ADRIAENSSENS Danielle	exc.
17	GTI 19	VAEYE Dominique	✓
18	Police fédérale	DEMEUSE Pierre	✓
19	SPF Affaires étrangères	DE MIDDELAER Evy	✓
21	SPF Economie	MEURISSE Erik	exc.
22	SPF Finances	VINCK Koen	✓
23	SPF Justice	HOEFMANS Alexander	✓
24	SPF Mobilité		
25	Villes et communes - Bruxelles	PELFRENE Christine	exc.
26	Villes et communes - Charleroi	BANGELS Bernadette	exc.
27	Villes et communes - Leuven	TORFS Kris	✓
28	VVSG	KAHN Inge	✓